

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



Établissement public à caractère administratif (E.P.A):

Direction Générale de l'OFB  
*Service de la commande publique*  
Site de Saint Benoît,  
5, rue de Saint Thibault  
78610 AUFFARGIS

## OBJET DE LA CONSULTATION :

Etude sur les pressions et référencement des textes  
juridiques au sein des ZPF potentielles, à l'échelle de la  
façade Manche est - Mer du nord dans le cadre du LIFE  
Espèces Marines Mobiles

Procédure adaptée selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande  
publique  
(Articles L2123-1, R2123-1 1°, R2123-4 à R2123-5)

Marché n° 2025-MAPA18

## SOMMAIRE

1.1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 ALLOTISSEMENT	3
1.3 PROCEDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	3
INCLUANT LA PART FORFAITAIRE QUI SERA CELLE DE L'OFFRE FINANCIERE DE L'ATTRIBUTAIRE SUR LA MISSION DE LA PHASE 1.	3
1.4 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	3
<b>ARTICLE 2 : DURÉE – DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>4</b>
2.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2. DELAI D'EXECUTION	4
2.3. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	4
<b>ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
4.1. CONTENU DES BONS DE COMMANDE	5
4.2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
4.4. REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	6
4.5. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	6
4.6. VERIFICATION ET ADMISSION	7
4.7. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
<b>ARTICLE 5 : PRIX</b>	<b>7</b>
5.1 NATURE DES PRIX	7
5.2 CONTENU DES PRIX	8
5.3 CLAUSE DE REEXAMEN	8
5.4 VARIATION DES PRIX	9
5.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE	9
<b>ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION</b>	<b>9</b>
6.1 PAIEMENT	9
6.2 AVANCE	9
6.3 ACOMPTE	10
6.4 MODALITES DE FACTURATION	11
6.5 CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE	12
6.6 RETENUE DE GARANTIE	12
<b>ARTICLE 7 : PENALITES</b>	<b>12</b>
7.1 CALCUL DES PENALITES	12
7.2 PENALITE DE RETARD	12
7.3 PENALITE POUR ABSENCES AUX REUNIONS	12
7.4 MISE A JOUR DES DOCUMENTS	12
7.5 PENALITE DE RETARD POUR LA LEVEE DES RESERVES	13
7.6 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	13
<b>ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES</b>	<b>14</b>
9.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
9.2 OBLIGATIONS DE L'OFB	14
<b>ARTICLE 10 : LANGUE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 11 : PROPRIETE INTELLECTUELLE ET PATRIMONIALE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12 : RESILIATION</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES, TRAVAILLEURS ETRANGERS</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 15 : ASSURANCES</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 16 : DIFFERENDS</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17 : DEROGATION AU CCAG-PI</b>	<b>17</b>

## ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

### 1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la conduite d'une étude afin de réaliser un état de l'art des pressions présentes, évitées ou supprimées au sein des ZPF potentielles, au regard des enjeux écologiques ciblés en partie dans le PAT SNAP 2022-2024 de la façade Manche Est mer du Nord pouvant justifier leur labellisation.

La prestation se déroulera en deux phases :

- Phase 1, traitée à prix forfaitaire, relative au recensement des législations et réglementations en vigueur, une étude bibliographique des données existantes des sites listés permettant d'identifier les pressions, d'en réaliser les cartographies associées et de formuler des propositions de mesures à mettre en place pour les diminuer significativement.
- Phase 2, traitée à prix unitaire sur bons de commande, relative à la conduite de collectes d'acquisition de données pour les sites insuffisamment documentés et, à l'issue, permettant d'assurer les missions de la phase 1 (identifier les pressions, cartographier les sites et formuler des propositions de mesures).

Les prestations attendues sont explicitées au cahier des charges techniques particulières (CCTP).

### 1.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti, conformément aux articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique, compte tenu du fait que l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. En effet les différentes tâches s'articulent entre elles et sont interdépendantes.

### 1.3 Procédure, forme et montant du marché

La présente consultation est une procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1 1°, R2123-4 à R2123-5 du code de la commande publique.

Le marché, de prestations intellectuelles, est un accord-cadre composite :

- Pour une partie des prestations (**Phase 1**) : il s'agit d'un **marché ordinaire, mono-attributaire** à prix global et forfaitaire qui relève des prestations énumérées à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), annexée à l'acte d'engagement du marché.
- Pour l'autre partie des prestations (**Phase 2**) : Conformément aux dispositions des articles R2162-4, R2162-13 et R6122-14 du code de la commande publique, la consultation donnera lieu à un **accord-cadre mono-attributaire** fixant toutes les stipulations contractuelles et s'exécutant par l'émission de **bons de commande** à partir du Bordereaux des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement du marché et notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre est conclu selon les montants minimum et maximum suivants sur la durée du marché :

Montants minimum	Montants maximum
30 000 € HT	83 333 € HT

incluant la part forfaitaire qui sera celle de l'offre financière de l'attributaire sur la mission de la phase 1.

### 1.4 Clause environnementale et sociale

L'objet même du marché vise des prestations contribuant à la maîtrise des impacts environnementaux. Pour répondre aux engagements pris par l'État, l'OFB a lancé plusieurs projets

européens visant à accompagner la réduction de l'impact de certaines activités. Le projet LIFE Espèces Marines Mobiles s'inscrit dans ce cadre : réduire les principales pressions qui s'exercent sur 23 espèces marines mobiles, dont 5 élasmodontes, 4 mammifères marins, 2 tortues et 12 oiseaux marins et limicoles : la perte d'habitats fonctionnels, les dérangements et les mortalités dans les engins de pêche. L'objectif de la présente prestation est de réaliser un état de l'art des pressions présentes, évitées ou supprimées au sein des ZPF potentielles, au regard des enjeux écologiques ciblés en partie dans le PAT SNAP 2022-2024 de la façade Manche Est mer du Nord pouvant justifier leur labellisation.

Dans un souci de cohérence et d'exemplarité, le titulaire doit porter une attention pour prendre en compte les objectifs de développement durable dans l'exécution des prestations.

Le présent marché a prévu un critère de jugement « Démarche environnementale », aussi le titulaire devra mettre en œuvre sa proposition qui aura dès lors, vocation de clause, en phase exécution du marché.

## ARTICLE 2 : DURÉE – DELAIS D'EXECUTION

### 2.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée à compter de sa notification et jusqu'à l'admission des prestations. Il n'est pas reconductible.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

### 2.2. Délai d'exécution

Les prestations devront être exécutées selon les obligations de résultats prévues au CCTP et dans les délais du calendrier d'exécution du titulaire qu'il aura défini dans son mémoire technique.

Pour rappel les contraintes prévues à l'article V.4 du CCTP :

- la phase 1 sera réalisée au cours du premier trimestre (période ferme de la partie forfaitaire),
- la phase 2 aura pour cible d'être achevée à la fin octobre 2026 (le mémoire technique du titulaire fixera la date d'achèvement de cette phase).

Les délais d'exécution des prestations **traitées à prix unitaires (phase 2)** seront définis dans chaque bon de commande (tout en tenant compte de l'engagement du titulaire à réaliser l'ensemble de la prestation, objet du présent accord-cadre, selon la date d'achèvement qu'il aura fixé dans son mémoire technique).

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Pour ce qui concerne les **prestations à forfait (phase 1)**, aucun bon de commande ne sera établi pour l'exécution des prestations. Elles débiteront à compter de la notification de l'accord-cadre.

### 2.3. Prolongation du délai d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-PI, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement :

- Les circonstances/causes du retard prévu,
- La date de survenance du fait générateur et
- Le délai supplémentaire demandé.

## ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version à la date d'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence relatif à la présente consultation et réputé connu par le titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché,
- le mémoire technique du titulaire et ses éventuels précisions ou compléments apportés lors de la phase de passation.

Le CCAG est téléchargeable sur le site du MINEFI : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-PI.

Fait seule foi, les exemplaires originaux de l'AE et son annexe, du CCAP, du CCTP et du mémoire technique conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions du CCTP.

### 4.1. Contenu des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le pouvoir adjudicateur et qui comporteront :

- la référence du marché, son objet et le **numéro du lot** concerné (le cas échéant) ;
- la désignation succincte des prestations attendues, rédigée conformément aux intitulés du BPU ;
- la quantité commandée ;
- les prix unitaires ;
- le montant total de la commande HT et TTC, la TVA ;
- le lieu et le délai de livraison ;
- les références de la Direction Régionale, pilote administratif du lot ;
- les références du service supportant la dépense ;
- le nom et les coordonnées du prestataire ;
- la date.

Chaque bon de commande est adressé par courrier électronique (avec demande d'accusé de réception par le titulaire) ou par courrier postal. Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que toute demande arrivant par courrier est bien une première demande et non une confirmation de courrier électronique.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilitées par direction ou entité de l'OFB.

### 4.2. Lieu d'exécution des prestations

En fonction de leur nature, les prestations décrites dans le CCTP sont effectuées sur les différents sites mentionnés.

Si nécessaire, les réunions physiques se dérouleront dans les locaux de l'OFB, ou autre site validé avec le titulaire de l'accord-cadre.

### 4.3. Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet

la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence.

#### 4.4. Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations est placée sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché présente dans son offre le(s) référent(s) et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

Si le(s) référent(s), nommément désignés, ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 20 jours calendaires (par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné ci-dessus.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 20 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 20 jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur doit être motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39.

#### 4.5. Obligations de confidentialité

Le candidat reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée de la consultation demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le candidat reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le candidat s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés au prestataire sont confidentiels, le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-PI, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent marché.

#### 4.6. Vérification et admission

##### 4.6.1 Opération de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les vérifications sont mises en œuvre à l'issue de la réalisation des prestations :

- de la phase 1 ;
- de la phase 2 : pour chaque bon de commande

et donne lieu à production d'une admission dans les conditions suivantes.

Il sera réalisé une analyse des documents transmis (livrables détaillés à l'article VI du CCTP). Celle-ci fera l'objet d'un avis écrit du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des livrables en une fois. Ces documents seront repris par le titulaire (dans le délai indiqué par le pouvoir adjudicateur, ou à défaut sous 15 jours calendaires) jusqu'à l'obtention d'un avis favorable du pouvoir adjudicateur, et ce, sans qu'aucun frais supplémentaire ne puisse être réclamé par le titulaire. Dans le cas où les documents ne peuvent être repris (selon la temporalité de leur utilisation par exemple), une réfaction pourra être décidée venant acter du défaut de leur qualité.

##### 4.6.2 Admission :

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Le cas échéant, ce délai passé, le silence du pouvoir adjudicateur vaudra admission.

##### 4.6.3 Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et heures pour les vérifications.

##### 4.6.4 Ajournement, réfaction, rejet :

Ces opérations d'ajournement, de réfaction et de rejet s'effectuent conformément aux articles 29.2 à 29.4 inclus.

##### 4.6.5 Garantie(s) des prestations :

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, il n'est pas prévu de durée de garantie pour les prestations.

#### 4.7. Arrêt de l'exécution des prestations

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article 22 du CCAG-PI concernant l'arrêt de l'exécution des prestations à l'issue de chacune des parties techniques qui correspondent aux phases 1 et 2 et également à chaque ligne de la DPGF. Dans ce cas, cette application entraîne la résiliation du marché conformément à l'article 38.3 du CCAG-PI et n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

## **ARTICLE 5 : PRIX**

### 5.1 Nature des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires et forfaitaires **fermes**. Il est établi en euros.

Les prix sont fixés dans l'acte d'engagement et dans ses annexes financières, le BPU (Bordereau de Prix Unitaires) et la DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire).

## 5.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les frais de livraison éventuels, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Les prix du titulaire devront comprendre les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et restauration.

Le marché est rémunéré par :

- un prix forfaitaire à terme échu sur service fait pour les prestations de la phase 1,
- l'application des prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires (BPU) pour les prestations de la phase 2 sur bons de commande, à l'achèvement de chaque commande (service fait).

Le prestataire sera tenu de fournir, à tout moment de l'exécution, à compter de la remise des offres et jusqu'à l'admission des prestations, tout détail ou sous-détail de prix ou de décomposition plus précise, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

La proposition technique chiffrée doit mentionner les coûts HT et TTC et faire figurer la référence au projet LIFE EMM suivante : **LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629**.

## 5.3 Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié par **ordre de service établi par le pouvoir adjudicateur** dans les cas suivants :

- En cas de suppression, en cours d'exécution du contrat, d'un indice/index prévu pour l'actualisation/révision des prix indiquée au CCAP. Dans ce cas, si l'organisme émetteur de l'indice/index préconise un indice/index de substitution ce dernier s'appliquera. Dans le cas contraire, il appartiendra au pouvoir adjudicateur de définir celui qui sera applicable à compter de la disparition du précédent ;
- En cas d'ajout de nouveaux prix unitaires au marché qui doivent être impérativement liés à l'objet du marché et rattachés à une famille générique du BPU et ne pas entraîner de modification du montant maximum du marché ;
- Selon le cas prévu par l'article R2194-6 1° du code de la commande publique : En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire. Dans ce cas le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droits ou le curateur, par dérogation à l'article 371 du CCAG-PI, cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant ;
- Selon le cas prévu par l'article R2194-6 2° du code de la commande publique : en cas de cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial ;
- En cas de remplacement du mandataire du groupement, dans le cas prévu à l'article 3.5 du CCAG-PI ;
- Ceux prévus aux articles 5.2.2 «Protection des données à caractère personnel», 6.2 «Protection de la main d'œuvre et conditions de travail» et 7.2 «Protection de l'environnement» du CCAG applicable mais par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG ces modifications ne feront pas l'objet d'un avenant.



#### 5.4 Variation des prix

Les prix **fermes** indiqués dans les annexes à l'acte d'engagement sont actualisables lorsqu'un délai de plus de trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date du début d'exécution des prestations.

L'actualisation est calculée par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = In / I0$$

dans laquelle :

Cn = Coefficient d'actualisation

I0 = Valeur du dernier indice publié à la date de dépôt de l'offre du titulaire

In = Valeur du dernier indice paru 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations

L'indice applicable est l'Indice SYNTEC <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec>

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser son application.

#### 5.5 Clause de sauvegarde

Sans objet.

### **ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION**

#### 6.1 Paiement

Conformément à l'article R2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées : sur service fait après admission des prestations **pour les prestations forfaitaires comme unitaires**, ou par acomptes trimestriels (ou mensuels dans les conditions de l'article R 2191-22 du code de la commande publique) si le titulaire en formule la demande (article 6.3 ci-après).

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

#### 6.2 Avance

Dans le cas du présent accord-cadre composite, l'avance est accordée dans les conditions suivantes :

- une avance relative à la part forfaitaire est calculée conformément au 6.2.1 ci-dessous ;
- une avance pour la partie à bons de commande à prix unitaires est calculée conformément au 6.2.2 ci-dessous.

### 6.2.1 Partie forfaitaire d'un montant égal ou supérieur à 50 000 € HT

Pour les prestations relatives à la part forfaitaire d'une durée :

- inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance correspond à 5 % du montant initial TTC de la part forfaitaire. Ce taux est porté à 20% lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise (PME)<sup>1</sup>.
- supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC de la part forfaitaire divisé par la durée exprimée en mois. Ce taux est porté à 20% lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise (PME)<sup>2</sup>.

### 6.2.2 Partie à prix unitaires sur bons de commande avec minimum supérieur à 50 000 € HT

Le présent accord-cadre à bons de commande ne comportant pas un montant minimum supérieur à 50 000 euros HT, aucune avance ne sera versée sur la part unitaire.

### 6.2.3 Dispositions communes

L'avance est accordée en une seule fois. Elle n'est due au titulaire que sur la part qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Conformément à l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint 65 % de la partie concernée. Le remboursement doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations.

L'avance reste soumise à la production, par le titulaire du marché, d'une garantie à première demande à hauteur du montant total de l'avance, établie selon le modèle fixé par l'arrêté du 28 juillet 2020 fixant le modèle de certificat de cessibilité des créances issus de marchés publics. Cette disposition reste applicable même lorsqu'une partie de l'avance est versée au sous-traitant payé directement.

Si le titulaire qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il doit rembourser la fraction de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, alors même que le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas en bénéficier. Le remboursement par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

### 6.3 Acompte

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.2 du CCAG-PI dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

Ainsi, la **périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise** ou un artisan au sens de l'article [R. 2151-13](#), une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, **ce délai est ramené à un mois sur demande du titulaire du marché**, pour les marchés de fournitures et de services.

---

<sup>1</sup> Telle que définie par la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

<sup>2</sup> Telle que définie par la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Chaque paiement partiel n'obtient son caractère définitif qu'après la levée des réserves des prestations en cause le cas échéant.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte : l'acompte rémunère un service fait.

#### 6.4 Modalités de facturation

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

La dématérialisation des factures est obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (TPE). Les factures doivent se conformer aux obligations de [l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3](#).

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- n° d'identification TVA ;
- identité de l'acheteur (nom, service, adresse) ;
- la référence du marché ;
- l'objet du marché ;
- n° du bon de commande (sur facture ou dans le champs CHORUS) ;
- **la référence du projet LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629 ;**
- **le détail des prestations réalisées, conformément aux obligations de l'OFB issues de la convention de subvention LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629) signée par l'OFB et la Commission européenne le 12/12/2023 ;**
- le montant HT et TTC à payer et annotée en lettre pour les factures manuscrites ;
- article du CGI (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises. Dans ce cas, à l'appui, le titulaire doit produire une attestation) ;
- le taux et le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les factures doivent donc être envoyées **sous forme dématérialisée** via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'OFB en tant que destinataire de la facture : 130 025 919 00015 ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : VIN
- Le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/ORD/MILLESIME/XXXXXXX

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

#### 6.5 Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le Directeur Financier est seul compétent pour fournir les renseignements attendus à :

**OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE**  
Madame la Directrice des Finances Adjointe  
5 rue de Saint Thibault - Saint Benoist - 78610 AUFFARGIS

#### 6.6 Retenue de garantie

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

### **ARTICLE 7 : PENALITES**

#### 7.1 Calcul des pénalités

Dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres cotraitants.

Les pénalités indiquées ci-dessous sont, le cas échéant, cumulables entre elles. Elles ne sont pas libératoires et sont indépendantes des éventuelles réfections de prix consécutives aux opérations d'admission.

#### 7.2 Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 euros.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant hors taxes de la partie forfaitaire ou du bon de commande selon qu'elle s'applique à une prestation de la partie unitaire ou forfaitaire de l'accord-cadre composite.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI une pénalité de 1/1000 par jour calendaire de retard s'applique soit :

- au montant de la part forfaitaire pour tout retard en lien avec une prestation de la phase1 ;
- au montant du bon de commande en cause pour tout retard en lien avec une prestation de la phase 2.

Cette pénalité est applicable sur chacun des délais de chaque élément de mission indiqué au CCTP et/ou au mémoire technique.

#### 7.3 Pénalité pour absences aux réunions

En cas d'absence aux réunions, une pénalité fixée à 100 € sera appliquée par absence.

#### 7.4 Mise à jour des documents

Les mises à jour des documents demandées par le pouvoir adjudicateur, seront à réaliser dans un délai spécifié par ce dernier ou par défaut d'un délai de 15 jours calendaires. Dans le cas de non-remise du document modifié dans le délai précité, une pénalité forfaitaire, par jour calendaire de retard d'un montant de 25 € sera appliquée.

### 7.5 Pénalité de retard pour la levée des réserves

Il est fixé au titulaire un délai pour lever les réserves éventuelles retenues le jour de l'admission des prestations. Ce délai court à compter de la date indiquée par le pouvoir adjudicateur dans la liste de réserves, sans mise en demeure préalable. Sans précision contraire au niveau de la liste des réserves, de la part du pouvoir adjudicateur le délai maximum de levée des réserves est la suivante : 2 semaines.

Au-delà de ce délai, le titulaire subira, par jour calendaire de retard pour la levée de chaque réserve, une pénalité forfaitaire de 50€ HT.

Au cas où ces prestations ne seraient pas réalisées dans le délai précité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les faire exécuter aux frais et risques du titulaire sans, toutefois, faire obstacle à l'application des pénalités précitées.

### 7.6 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, l'OFB, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'OFB la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour ouvré de retard.

En outre, en application d'un décret le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

**Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'OFB peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire dans les conditions prévues l'article 13 (résiliation) du présent cahier des clauses particulières.**

## **ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE**

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du CCP.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur (DC4).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du marché pour faute.

## ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

### 9.1 Obligations du titulaire

#### *9.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais*

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCAP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

#### *9.1.2 Obligation d'information et de conseil*

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché subséquent, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

#### *9.1.3 Cadre spécifique au LIFE EMM*

Conformément à l'article 9.3 de la convention de subvention LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629) en date du 12/12/2023 relative à la mise en œuvre du projet LIFE EMM, et dans le cadre de laquelle s'inscrit la prestation, les clauses des articles 12, 13, 14, 17.2, 18, 19 et 20 de cette convention aux signataires de la convention sont également applicables au prestataire, à savoir :

- Le prestataire prend toutes les mesures nécessaires pour éviter toute situation où la mise en œuvre impartiale et objective de la prestation est compromise pour des raisons d'intérêt économique, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou émotionnels ou de tout autre intérêt partagé (« conflit d'intérêt »).
- Le prestataire n'a aucun droit envers la Commission européenne pour la mise en œuvre de la prestation. La Commission européenne ne peut être tenue responsable des dommages causés ou subis par le prestataire, y compris tout dommage causé à des tiers suite à la mise en œuvre de la prestation ou lors de sa mise en œuvre.
- Le prestataire doit garder confidentielles les données, documents ou autres éléments (sous quelque forme que ce soit) identifiés par écrit comme sensibles - pendant la mise en œuvre de l'action et au moins jusqu'au 31/12/2036.
- Le prestataire s'engage à respecter les standards éthiques européens, internationaux et nationaux, ainsi que les valeurs européennes de base, telles que le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit et les droits humains, y compris le droit des minorités.
- Le prestataire doit être en mesure au cours de l'action ou ultérieurement de fournir toutes informations demandées, nécessaires à la vérification de la bonne mise en œuvre de l'action dans le respect des clauses de la convention LIFE.
- La Commission Européenne et la Cour des comptes européenne se réservent le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation des contributions financières et pourront demander au prestataire tout document ou justificatif en ce sens, pour les besoins des contrôles et audits.

### 9.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

## **ARTICLE 10 : LANGUE**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

## **ARTICLE 11 : PROPRIETE INTELLECTUELLE ET PATRIMONIALE**

### **Propriété intellectuelle**

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférente aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché.

Toute publication ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'OFB. De même, toute communication en lien avec ces études et travaux devra faire l'objet d'un porté à connaissance auprès de l'OFB pour accord.

### **Propriété patrimoniale**

L'ensemble des données produites dans le cadre de la présente prestation (données brutes, élaborées et de synthèse) seront de propriété patrimoniale publique et à ce titre versées dans une ou plusieurs des bases de données publiques accréditées par le Système d'Information sur la Nature et les Paysages (information [sinp@aires-marines.fr](mailto:sinp@aires-marines.fr) sur les bases accréditées) pour les données relatives à ces thématiques, dans un autre système d'information de l'Etat pour les autres thématiques (SIEau pour les données sur l'eau...).

Si les travaux aboutissent à une production audiovisuelle (clichés, vidéos...) par le candidat, celui-ci cède à l'OFB, pour la durée légale de protection des droits d'auteur, les droits d'exploitation de ces œuvres, dans le cadre de toute exploitation à des fins non commerciales. Cette production devra être fournie dans un format permettant de disposer de toutes les métadonnées nécessaires.

Le crédit obligatoire sera le suivant : Nom de l'auteur/Office français de la biodiversité.

L'ensemble des données seront mises à disposition de tous publics dès leur jour de validation et selon les contraintes techniques de mise à disposition.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 36 à 42) du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

## **ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES, TRAVAILLEURS ETRANGERS**

Le titulaire produit préalablement à la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent marché et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.



La pénalité de retard peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

## **ARTICLE 14 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 15 : ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 16 : DIFFERENDS**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 du CCAG-PI les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)<sup>3</sup> :

Direction des Affaires Juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public  
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS  
Télédoc 353 - 75703 PARIS Cedex 13  
Téléphone : 01.44.97.03.20  
Courriel : [ccnra@finances.gouv.fr](mailto:ccnra@finances.gouv.fr)

---

<sup>3</sup> La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.



Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite<sup>4</sup>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun  
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630  
77008 Melun Cedex  
Téléphone : 01 60 56 66 30  
Courriel : [greffe.ta-melun@juradm.fr](mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr)  
Site internet : <https://melun.tribunal-administratif.fr/>

## ARTICLE 17 : DEROGATION AU CCAG-PI

Les dérogations sont les suivantes :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI
4.4 Remplacement des intervenants	3.4.3
4.6.3 Présence du titulaire	28.5
4.6.5 Garantie(s) des prestations	30
5.3 Clause de réexamen	5.2.2, 6.2, 7.2 et 37.1
7.2 Pénalités de retard	14.1, 14.1.2 et 14.1.3

<sup>4</sup> <https://www.mieist.finances.gouv.fr/>